

Le DIP a fait un premier point de situation jugé encourageant après l'introduction, à la rentrée, du dispositif de formation obligatoire jusqu'à 18 ans

Premiers fruits de la formation obligatoire

RACHAD ARMANIOS

DIP ▶ Le dispositif pionnier de formation obligatoire jusqu'à 18 ans (FO18), déployé à la rentrée, a évité de perdre dans la nature des centaines de mineurs «décrocheurs», s'est félicitée la cheffe de l'Instruction publique genevoise (DIP), Anne Emery-Torracinta. Elle a présenté mardi un premier point de situation démontrant que «le DIP a su relever un défi qui n'était pas gagné d'avance».

À la rentrée, sur 890 mineurs potentiellement décrocheurs ou ayant déjà décroché, seuls 180 n'étaient pas inscrits dans la base de données du DIP, grâce à des prises de contact en amont ou des rencontres avec 800 jeunes et leur famille. Anne Emery-Torracinta considère donc que FO18 a permis, au minimum, de trouver à la rentrée une solution pour 710 mineurs qui, autrement, auraient été en situation de décrochage. Sur ce nombre, 400 jeunes ont été suivis toute l'année dans le dispositif FO18 et les autres ont poursuivi dans un cursus classique.

Parmi ces 400 jeunes «FO18», 310 devaient entamer une formation l'an prochain. Restent nonante qui seront à nouveau pris en charge dans FO18. M^{me} Emery-Torracinta insiste sur la nécessité de rester humble: il ne s'agit que d'un point de situation avec des chiffres en constante évolution. «Un bilan ne sera possible qu'après plusieurs années, notamment par l'évaluation dans la durée des taux de décrochage et de certification.» Avec 85% de jeunes obtenant un diplôme – l'objectif au niveau national est de 95% –, Genève fait figure de dernier de classe avec Bâle-Ville.

La magistrate a rappelé le dispositif, visant d'abord à renforcer les offres de formation préqualifiantes au sortir du Cycle d'orientation. Le DIP a étoffé



Anne Emery-Torracinta avait présenté la formation obligatoire jusqu'à 18 ans à la rentrée 2018. JPDS

les classes préparatoires à l'École de Culture générale et dans les Centres de formation professionnelle, tout en créant des stages par rotation dans ces centres pour découvrir des métiers. Un programme de trois modules (remobilisation, stage, préparation pour entretien d'embauche en vue de l'apprentissage) a aussi été déployé. En tout, 407 places étaient disponibles à la rentrée, passant à 769 durant l'année.

Parmi les ajustements, le DIP diminuera les rotations de stage, qui créent un effet de zapping. Le décrochage commençant déjà au Cycle, l'orientation y a été renforcée et des programmes d'insertion professionnelle créés. Treize élèves de 11^e CT effectuent actuellement des stages dans des centres de formation professionnelle du secondaire II. Ils sont 50 à 100 par année au

Cycle à déjà être considérés comme décrocheurs.

Les entreprises sollicitées FO18 a permis de tripler les signalements de prédécrochage (346 en novembre). Le suivi se fait donc plus rapidement, selon le DIP. Mais décréter la formation obligatoire ne suffit pas face à la démotivation et l'absentéisme de certains élèves, ainsi qu'à des situations très complexes (phobies, problèmes de santé...), a souligné M^{me} Emery-Torracinta. «La diversité de l'offre est la solution», affirme Sylvain Rudaz, directeur du secondaire II. Il qualifie d'ailleurs les 90 jeunes qui rempileront l'an prochain dans FO18 de «sur-décrocheurs», soit des jeunes totalement mal à l'aise dans un environnement de type scolaire.

Le développement de FO18 l'an prochain sera donc axé sur la collaboration avec des

partenaires externes, soit des associations (Croix-Rouge, Sgipa...) et des entreprises mettant à disposition des places de stage, tandis que le DIP s'y chargera de l'accompagnement éducatif. Quinze grandes entreprises offriront potentiellement 20 places. D'ici quelques années, le DIP en espère 200.

Chaque année, environ 1300 jeunes de 15 à 25 ans décrochent de leur formation (6% de l'effectif total), dont 550 mineurs. Pour FO18, 48 postes de travail ont été créés en 2018, 40 en 2019 et probablement 20 le seront pour 2020.

«Des stages de survie»

Waël Almoman, du bureau de l'Union du corps enseignant secondaire (Ucesg), estime que, «pour une mise en place, cela s'est bien passé, mais nous souhaitons des améliorations». Selon l'Ucesg, l'augmentation des

signalisations de décrochage a créé un engorgement, doublant le temps de prise en charge, près d'un mois. L'Ucesg demande plus de réactivité.

FO18 doit ensuite être moins exclusif, selon M. Almoman: «Un élève quittant l'ECG ou le collège pour FO18 n'y retourne pas, il ne peut même pas l'envisager, cela peut être démobilisateur.» Quant aux modules de remobilisation, ils reproduisent le format scolaire si mal aimé. «Cela crée du rejet. Le DIP doit faire preuve d'audace pour susciter un déclic, par exemple des ateliers théâtre ou des jours de stage de survie, quelque chose de court, qui s'affranchisse du cadre et du personnel scolaires.» Enfin, l'Ucesg demande davantage de renforcement scolaire en primaire et au Cycle, puisque les facteurs de décrochage pourraient déjà y être évités. I